

# Déclaration liminaire des élus CGT au CCE de mars 2018

Monsieur le président,

Les élus Cgt au CCE de Naval Group ont une fois de plus décidé de vous interpeler. Depuis plusieurs mois, et dans un silence assourdissant, vous travaillez au rapprochement de notre entreprise avec Fincantieri sur l'activité navale de surface et Leonardo sur l'activité torpilles.

La Cgt n'a pas attendu aujourd'hui pour dire tout le mal qu'elle pense de cette opération, qui une fois de plus ne répond qu'à un seul impératif, un seul principe, celui de l'augmentation du Chiffre d'Affaire et plus encore de la marge nette de l'entreprise.

Nous nous félicitons de ne plus être les seuls à évoquer cette situation, nous regrettons par contre d'être les seuls à condamner cette opération sur le fond.

Nous sommes en effet convaincus que ce rapprochement fait courir de grands risques à Naval Group, et cela au nom d'objectifs financiers plus que jamais transformés en dogmes.

La récente interview de votre homologue italien en dit long sur les objectifs finaux de cette opération. La CGT n'oublie pas qu'à votre arrivée vous teniez des propos quasi-similaires à ceux de Mr Bono en disant attendre "l'alignement des astres"...

Cette "compétition mondiale" dans laquelle vous voulez nous faire entrer, ce n'est pas vous qui la mènerez, ce n'est pas vous qui en subirez les conséquences. D'ailleurs, lorsque Naval Group présente une offre au Canada, de moitié inférieure à celles de nos concurrents, sur le dos de qui sont censées être faites les économies ?

En voilà un bel exemple de ce que vous nous réservez ! Ce sont les personnels qui, une fois de plus, vont devoir "trimmer", ce sont eux qui risquent de perdre leurs emplois. Votre projet de rapprochement, c'est "*Armons-nous et partez !*"

Notre entreprise n'a pas besoin de "camelots de la vente d'armes", elle a besoin d'une direction respectueuse de son histoire industrielle et sociale, privilégiant les intérêts de notre pays et des salariés, fussent-ils "peu compatibles" avec l'augmentation des marges, des salaires des cadres dirigeants ou autres distributions d'actions gratuites.

La CGT refuse cette perspective de voir notre entreprise, nommée il n'y pas si longtemps encore DCAN, devenir le leader européen des vendeurs d'armes de guerre. Il n'y a aucune fatalité à rentrer dans cette spirale infernale du commerce international des armes. Il n'y a aucune obligation à ce que notre entreprise, dans le contexte international actuel, crée avec Zamil Naval une Joint-Venture en Arabie-Saoudite.

Nous en sommes convaincus, il nous suffit simplement de nous consacrer à nos missions et vocations, telles qu'elles ont été définies il y a bien longtemps.

C'est pour ces raisons que nous exigeons que la représentation nationale s'empare de ce dossier et que soit enfin organisée une réunion tripartite. Nous sommes en train de perdre la maîtrise industrielle de nos programmes, et la priorité serait de nous allier avec d'autres industriels ? La CGT dit NON !

Les programmes Barracuda, FTI, SN3G, Australie, les futurs Pétroliers ravitailleurs, le prochain Porte-Avions, l'inévitable renouvellement de la flotte de la Marine Nationale, l'ensemble du MCO de tous ces programmes, l'activité déconstruction, sont la formidable démonstration de l'unicité de notre entreprise et sont de nature à garantir l'avenir de Naval Group et de ses personnels. Encore faut-il éviter de sous-traiter et d'externaliser la charge qu'ils représentent !

Pour assurer sa Défense, garantir sa souveraineté et son indépendance, la France a besoin d'un industriel, compétent, réactif, qui puisse répondre sans conditions au besoin de NOTRE Marine Nationale. Le projet que vous défendez aujourd'hui ne va pas dans ce sens et nous allons collectivement faire en sorte qu'il ne voit pas le jour.

Merci de votre attention.

Naval Group, le 28 mars 2018.